

Nouvelles pratiques sociales



Éric Bidet, *L'économie sociale*, Paris, Le Monde-Éditions, coll. « Le Monde Poche », Marabout n° 8663, 1997, 214 p.

Marie-Claire Malo

Volume 11, Number 1, Spring 1998

L'itinérance

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301432ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301432ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université du Québec

ISSN

0843-4468 (print)

1703-9312 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Malo, M.-C. (1998). Review of [Éric Bidet, *L'économie sociale*, Paris, Le Monde-Éditions, coll. « Le Monde Poche », Marabout n° 8663, 1997, 214 p.] *Nouvelles pratiques sociales*, 11(1), 175–178. <https://doi.org/10.7202/301432ar>

L'économie sociale

Éric BIDEZ

Paris, Le Monde-Éditions,

coll. «Le Monde Poche», Marabout n° 8663,
1997, 214 p.

Éric Bidet est rédacteur en chef adjoint de la *Revue internationale de l'économie sociale* plus connue sous le nom de RECMA, *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives*. Cette position privilégiée lui confère une connaissance exceptionnelle de l'économie sociale française qu'il nous livre dans ce numéro de la collection «Le Monde Poche», à placer parmi les indispensables ouvrages de référence dans le domaine. Véritable précis de l'économie sociale française dont la lecture, loin d'ennuyer, est au contraire des plus stimulantes, tant le style est d'une grande qualité de vulgarisation scientifique : judicieuse combinaison didactique et journalistique. Excellente synthèse d'ouvrages fondamentaux et d'articles d'actualité, du point de vue d'un auteur qui communique sa position tout en nuances : ni complaisante, ni déprimante. Bidet tient compte habilement à la fois des limites et des potentialités de l'économie sociale, il conjugue parfaitement les références à l'histoire et à l'actualité, avec, en prime, une reproduction de documents témoins clés (manifeste, charte, etc.). Il tient, à juste titre, à saisir l'intégralité tout en respectant les territoires.

L'économie sociale qu'analyse Éric Bidet est, en effet, à la fois l'économie sociale institutionnalisée (les grands groupes mutualistes et coopératifs), l'économie sociale moins institutionnalisée (les SCOP, la plus grande partie des entreprises associatives) et même les expériences «aux marges de l'économie sociale», comme celles de l'économie solidaire.

Le livre est divisé en six chapitres. Dans le premier chapitre, Bidet montre la construction progressive de l'économie sociale et en particulier le rôle des savoirs dans ce processus, comme en témoignent notamment l'œuvre de Charles Gide et le manifeste coopératif des intellectuels et universitaires

français publié en 1921. Le chapitre 2 intitulé «Entre économie capitaliste et économie publique», comporte une très instructive section sur la parenté des concepts d'économie sociale, socio-économie et secteur à but non lucratif, et sur la distinction entre économie sociale et tiers secteur.

Les chapitres 3 et 4 portent respectivement sur les composantes les plus institutionnalisées (grands groupes mutualistes et grands groupes coopératifs) et les composantes les moins institutionnalisées (coopératives de travailleurs, associations) du secteur de l'économie sociale. Bidet analyse les principales orientations (chap. 3) des «poids lourds» de l'économie sociale qu'on retrouve «dans le secteur agricole et dans celui des services bancaires et assurantiels, y compris l'assurance-maladie, les deux secteurs se recouvrant en partie avec les banques et assurances agricoles». Ces orientations traduisent non seulement les succès mais aussi les défis que doivent relever ces institutions d'économie sociale en concurrence avec les grandes entreprises capitalistes, sur les marchés : défendre l'intérêt de l'utilisateur, mutualiser le risque assurantiel, généraliser l'accès aux soins, accompagner l'évolution de l'agriculture, élargir l'accès au crédit bancaire. Après avoir présenté les formes anciennes, Bidet traite des nouveaux acteurs économiques (chap. 4) parmi lesquels on retrouve les suivants : les SCOP (sociétés coopératives ouvrières de production) comme «solution bien adaptée à la continuation d'entreprises en difficulté» ; les coopératives d'entrepreneurs individuels ou familiaux comme «un des moyens de mise en réseau les mieux adaptés pour faire face à la concentration de la concurrence et à la mondialisation de l'économie» ; l'association en tant que «formule particulièrement efficace pour répondre au déclin de l'État-providence et pour déceler de nouveaux besoins». Avec pertinence, il ajoute à cette liste une série d'expériences qui présentent des similitudes avec l'économie sociale, bien qu'en France il ne leur soit «pas habituellement fait référence lorsqu'on évoque l'économie sociale». Parmi elles, en effet, un bon nombre s'identifient plutôt à l'économie solidaire, «problématique à la fois politique et économique, qui renoue avec certains aspects du projet fondateur de l'économie sociale» (Laville).

Les chapitres 5 (banalisation) et 6 (cohésion sociale) sont en quelque sorte les visions grise et rose et aussi les miroirs des chapitres 3 et 4 puisque les risques de banalisation sont sans doute plus grands pour les entreprises les plus anciennes dans l'économie sociale, alors que la contribution à la cohésion sociale est plus forte chez les nouvelles entreprises de ce secteur. Mais Bidet ne se limite pas à ces correspondances faciles. Ainsi, dans le chapitre 5 sur les risques de banalisation, il montre que la crise d'identité, loin d'être réservée aux composantes les plus institutionnalisées (quand des groupes coopératifs ou mutualistes introduisent un rapport au capital contradictoire avec leurs valeurs originelles), touche aussi l'association, car «initialement destinée à intervenir en dehors de la sphère économique et de

la sphère publique, elle a été amenée à les croiser toutes les deux ». De plus, la construction européenne basée sur le respect du libéralisme, « pose question à l'ensemble des composantes de l'économie sociale dont les statuts particuliers peuvent être interprétés comme des distorsions de concurrence » de sorte que Bidet conclut par ce message central : « Dans ce contexte, affirmer sa spécificité est devenu l'enjeu majeur de l'économie sociale. Enjeu qui passe à la fois par un contrôle plus strict de ses composantes naturelles et par une capacité d'absorption de nouvelles composantes à la lisière du secteur. » C'est ni plus ni moins qu'un énoncé de stratégie pour l'économie sociale, proposé à tous ses acteurs. Dans le chapitre 6, qui porte sur la forte capacité de contribution à la cohésion sociale qui émane de certaines composantes de l'économie sociale, Bidet montre que cet apport est particulièrement significatif dans les domaines de l'insertion par l'économie, de l'épargne solidaire et de l'aménagement du territoire (tourisme associatif) mais aussi chez les mutuelles, composantes de l'ancienne économie sociale, dont le défi est toutefois de maintenir cet avantage comparatif pour réussir une stratégie de différenciation dans un contexte réglementaire européen qui tend à les banaliser.

En conclusion (« Quelle économie sociale demain ? »), Bidet précise à nouveau que l'enjeu pour l'économie sociale est justement de « parvenir à réunir sous une même bannière des organisations et des expériences de plus en plus hétérogènes sous l'effet de deux tendances opposées : le développement d'entités banalisées utilisant les statuts de manière purement empirique et l'apparition d'organisations hybrides nées souvent d'insuffisance de l'État-providence et orientées vers la mise en œuvre d'une solidarité, notamment dans le champ des services aux personnes ». Un peu plus loin, il ajoute : « Réaliser cet enjeu permettrait à l'économie sociale de renouer avec ce que Gide regroupait sous le titre Institutions de progrès social. »

En tenant compte de l'ensemble des expériences et des organisations de l'économie sociale, incluant celles qui sont aux marges du secteur, Éric Bidet traite donc à la fois de l'économie sociale porteuse du *sens* (la nouvelle économie sociale) et de l'économie sociale porteuse de la *puissance* (l'économie sociale institutionnalisée), pour reprendre les termes chers à Delmas Lévesque, cofondateur du Centre de gestion des coopératives de l'École des HEC de Montréal, s'inspirant de l'œuvre de Balandier : *Sens et Puissance*. Bidet, en cela, rejoint aussi l'approche de recherche qui fut celle du Collège coopératif de Paris, avec les Desroche (*Sociologie de l'espérance, Le Projet coopératif*) et Vienney (*Socio-économie des organisations coopératives, L'économie sociale*) dont les travaux respectifs, ensemble, démontrent à notre avis, la part de déterminisme et la part de volontarisme auxquelles s'alimente l'économie sociale qu'elle soit mutualiste, coopérative, associative ou hybride. Étudier à la fois les mouvements (expériences, initiatives locales)

et les institutions (grands ensembles organisés), et surtout bâtir des passerelles sont nécessaires pour que l'économie sociale évolue vers la configuration partenariale qui nous semble celle du futur.

L'économie sociale d'Éric Bidet fournit un inestimable outil, un point de départ plus qu'un point d'arrivée (et c'est une qualité), une base d'informations et de réflexions très utile au débat. C'est un petit livre d'allure modeste, format poche, à la carrière prometteuse pour des forums de discussion. Or, des rencontres entre l'ancienne et la nouvelle économie sociale, entre l'économie sociale et l'économie solidaire, s'avèrent de plus en plus nécessaires pour développer l'indispensable cohésion de l'effort face à l'économie non sociale.

Marie-Claire MALO
Centre de gestion des coopératives
École des Hautes Études Commerciales

Comités de lecture

Nous remercions les personnes dont les noms apparaissent dans la liste dressée ci-après qui ont accepté de faire partie de comités de lecture pour évaluer des textes soumis pour les numéros publiés entre le volume 6, n° 2 et le volume 10, n° 2 de la revue *Nouvelles pratiques sociales*.

Yao Assogba	Jean-Marc Fontan Daniel Fortin	J.-M. Meunier
Marc Bachand J.-L. Bacher J.-F. Beaudet Michel Beaudin Mario Bélanger Paul R. Bélanger Luc Bernard Jocelyne Berthot Jacques Boucher Nicole Boucher Louise Boulanger Monique Bourget Denis Bourque Raymonde Bourque	Gaétan Gagné Jean Gagné J.-P. Gravel André Gbodosso Joseph Giguère Lucie Groleau Nancy Guberman	Claude Nélisse William A. Ninacs Edite Noivo Bernard Normand
Jean Carette Louise Carignan Anita Caron Richard Carrière Denis Chabot René Charest Huguette Clavette Suzanne Clavette Enrico Colombino Yvan Comeau Christine Corbeil Denise Côté	Robert Hazel Jacques Hébert Yves Hurtubise	Michel Payette Jacques Pierre Denis Plamondon Alain Poirier Roger Poirier José Prades J.-P. Proulx Normand Provencher
Anne-Marie David J.-P. Deslauriers Danielle Desmarais Léa Diotte Amadeo Domoura Henri Dorvil Marie Drolet Norma Drolet Michel Dubois Judith Dufour Rose Dufour Martine Duperré Jean-Pierre Duplantie Michelle Duval	André Jacob Christian Jetté Ernst Jouthé Sylvie Jutras	Pierre Racine Belhassen Redjeb Jean-François René Jacques Rhéaume Réginald Richard Suzie Robichaud Pierre Robineault Alain Rochon Julio Rodriguez M.-L. Rodriguez Gilles Rondeau Jean-Paul Rouleau
Manuel Farajota Louis Favreau	Paula Kline Michèle Laaroussi René Lachapelle Luc Lacroix Fernand Lafleur Suzanne Lamont Jocelyne Lamoureux Yves Laneville Claude Larivière Claude Larochelle J.-M. Larouche Nicole Laurin Gisèle Legault Pierre Legros Denyse Lemay Raymond Lemieux Justin Lévesque Jocelyn Lindsay	Cécile Sabourin Jacques Saint-Onge Denis Savard Carolyn Sharp Philippe Sohet
	Pierre Maheu Marie Malavoy Hélène Manseau Guy Marchessault Jean-Pierre Marquis Réjean Mathieu Robert Mayer Clément Mercier	Robert Tessier François Thivierge Daniel Thomas Johanne Tousignant Michel Tousignant Daniel Tremblay Nicole Tremblay Daniel Turcotte
		Jean-Guy Vaillancourt Vincent Van Schendel Pierre Viau
		Ricardo Zuniga